

DESCRIPTIF DU REGIME DE RETRAITE SUPPLEMENTAIRE DES AGENTS DU CONSEIL SUPERIEUR DE LA PECHE

Le présent document décrit le fonctionnement du régime de retraite supplémentaire des agents du Conseil Supérieur de la Pêche, conformément au contrat URBAINE-VIE - UAP n° 735.946 du 28-11-1967.

GARANTIE DE RETRAITE

Le présent régime de retraite garantit, sous certaines conditions, une retraite supplémentaire annuelle égale à 1,2% du dernier traitement d'activité au Conseil Supérieur de la Pêche (CSP) par année de présence dans cet organisme avant le 1er juillet 1979, déductions faites des prestations servies, pour les mêmes périodes par l'UAP et l'IRCANTEC.

BENEFICIAIRES DU REGIME

Le régime s'applique :

- aux cadres administratifs ainsi qu'aux personnels non cadres qui relèvent du régime général de la sécurité sociale,

- aux gardes-chefs et gardes pêche, commissionnés de l'administration.

dénommés ci-après "participants" et en poste avant le 1er juillet 1979, date de fermeture du régime.

CONDITIONS D'OUVERTURE DES DROITS DIRECTS

Pour bénéficier de la retraite supplémentaire, le participant doit :

- compter au moins dix ans de services au CSP dans la ou les catégories de personnels visées à la rubrique "BENEFICIAIRES DU REGIME"

- avoir cessé définitivement toute activité salariée

- demander la liquidation de ses droits à l'IRCANTEC et à l'UAP avec la même date d'effet.

Lorsque la condition des dix années de services n'est pas remplie, le participant ne peut bénéficier que d'une rente non réversible servie par l'UAP.

La date normale d'entrée en jouissance de la retraite est fixée au premier jour du trimestre civil suivant le 60ème anniversaire de l'intéressé.

Lorsque le participant est né un premier jour de trimestre civil, la date d'entrée en jouissance est fixée à la date anniversaire.

Le participant a la faculté de demander une anticipation de cinq ans au maximum de la date de liquidation de sa retraite ou d'en demander la prorogation.

En cas d'anticipation ou de prorogation, les droits sont affectés des coefficients ci-après suivant l'âge révolu à la date de liquidation :

AGES	COEFFICIENTS	AGES	COEFFICIENTS
55	0.70	61	1.05
56	0.76	62	1.10
57	0.82	63	1.15
58	0.88	64	1.20
59	0.94	65 & +	1.25

Les droits sont liquidés sur demande du participant

MONTANT DE LA RETRAITE

Le montant annuel de l'allocation est égal à 1,2% du traitement annuel de base, écrêté au plafond de la sécurité sociale, de la dernière année d'activité au Conseil Supérieur de la Pêche (CSP) par année de présence dans cet organisme avant le 1er juillet 1979, déductions faites :

- du montant de la rente versée par l'UAP dans le cadre du contrat visé ci-dessus,
- du montant de l'allocation versée par l'IRCANTEC pour la période considérée et correspondant aux droits reconstitués au titre de la CREPAC à la date du 1er janvier 1996. Les points gratuits attribués par moyennes annuelles et au titre des majorations pour enfants n'entrent pas dans ce décompte.

Entre dans le traitement annuel de base de la dernière année d'activité l'intégralité des éléments de rémunération effectivement perçus les 12 derniers mois précédant celui de la cessation d'activité.

Lorsque le plafond moyen de cotisation aux assurances sociales a évolué entre le départ en retraite et la dernière année d'activité, le dernier traitement annuel de base est revalorisé dans les mêmes proportions.

Les périodes d'incapacité ou d'invalidité d'une durée supérieure à 6 mois pendant lesquelles les participants ne perçoivent pas de rémunération ou perçoivent une rémunération inférieure à celle correspondant à l'exercice normal de leur activité sont assimilées, en ce qui concerne la détermination du montant de la retraite, à des périodes d'activité sous réserve que les intéressés aient bénéficié, durant ces périodes, des indemnités journalières de l'assurance maladie, de la pension d'invalidité ou de la rente accident du travail des assurances sociales.

La période de service militaire obligatoire n'est pas considérée comme interruption de travail.

DROITS DES VEUVES

Les veuves des participants retraités ou remplissant, à la date du décès, les conditions d'antériorité et de durée de services ont droit à une allocation de veuve à la condition que le mariage ait duré deux ans, soit avant l'entrée en jouissance de la retraite du mari, soit avant le décès si celui-ci n'était pas retraité du régime.

Le droit à l'allocation de veuve est toutefois reconnu, sans condition de durée de mariage, si un enfant au moins est issu du mariage.

Ce droit aux prestations de veuve s'éteint définitivement en cas de remariage.

L'entrée en jouissance des allocations de veuve est fixée au premier jour du trimestre civil suivant le 55ème anniversaire de l'intéressée.

Lorsque la veuve est née un premier jour de trimestre civil, la date d'entrée en jouissance est fixée à la date anniversaire de ses 55 ans.

Toutefois l'entrée en jouissance est fixée au 1er jour du trimestre civil suivant la date du décès du participant :

- si celui-ci était retraité.
- ou s'il existe au moins deux enfants de moins de 21 ans issus du mariage (pas de suspension à la majorité)
- ou si la veuve est titulaire d'une pension d'invalidité du régime général ou du régime agricole des assurances sociales.

L'allocation annuelle de veuve est égale à la moitié de l'allocation annuelle de retraite dont bénéficiait le participant retraité.

Lorsque le participant décédé était actif, l'allocation annuelle de veuve est égale à la moitié de l'allocation annuelle de retraite dont le participant aurait bénéficié à 60 ans sur la base de ses années de services à la date du décès, majoré éventuellement des coefficients prévus si le décès est intervenu après l'âge de 60 ans.

Il est déduit de l'allocation ainsi déterminée le montant de l'allocation de réversion versée par l'IRCANTEC pour la période considérée et correspondant aux droits reconstitués au titre de la CREPAC à la date du 1er janvier 1996. Les points gratuits attribués par moyennes annuelles et au titre des majorations pour enfants n'entrent pas dans ce décompte.

DROIT DES ORPHELINS DE PERE ET DE MERE

En cas de décès du conjoint, soit antérieurement soit postérieurement au décès du participant, les enfants de moins de 21 ans bénéficient chacun d'allocations.

Chaque allocation annuelle d'orphelin est égale à 20% de l'allocation annuelle de retraite dont bénéficiait le participant retraité.

Lorsque le participant décédé était actif, chaque allocation annuelle d'orphelin est égale à 20% de l'allocation annuelle de retraite dont le participant aurait bénéficié à 60 ans sur la base de ses années de services à la date du décès, majoré éventuellement des coefficients prévus si le décès est intervenu après l'âge de 60 ans.

Il est déduit des allocations ainsi déterminées le montant des allocations d'orphelin versées par l'IRCANTEC pour la période considérée et correspondant aux droits reconstitués au titre de la CREPAC à la date du 1er janvier 1996. Les points gratuits attribués par moyennes annuelles et au titre des majorations pour enfants n'entrent pas dans ce décompte.

L'entrée en jouissance est fixée au 1er jour du trimestre civil suivant la date du décès du dernier des parents. Les allocations sont dues, sauf décès, jusqu'au 21ème anniversaire ou le mariage de l'enfant. L'échéance au cours de laquelle survient le décès, le 21ème anniversaire ou le mariage, est due dans son intégralité.

DEMANDE DE LIQUIDATION

L'intéressé doit fournir au CSP avant la date d'entrée en jouissance les pièces justificatives comprenant notamment :

- bulletin ou extrait d'acte de naissance et certificat de vie
- s'il y a lieu, extrait de l'acte de décès du participant et de son conjoint,
- s'il y a lieu, justification de la situation de famille (livret de famille, certificat de la mairie, acte de notoriété),
- numéro du compte courant postal de l'ayant-droit ou de son compte bancaire.
- relevé d'identité bancaire ou postal (RIB ou RIP).

PAIEMENTS

Les prestations à régler dans l'année, sont payables par quarts, au début de chaque trimestre civil, à la condition que le bénéficiaire soit vivant le premier jour du dit trimestre.

REVALORISATION DE LA RETRAITE

Chaque année le montant de l'allocation annuelle en cours est revalorisé dans le rapport du plafond annuel de cotisation aux assurances sociales en vigueur au 1er janvier de l'année en cours, au plafond annuel en vigueur au 1er janvier de l'année précédente.